

Conseil fédéral
Bundesplatz 3
3005 Berne

Berne, 22 avril 2020

Lettre ouverte à la Confédération – Logements

Cher conseil fédéral

“Il serait indigne de notre pays en cette période de crise où tout le monde appelle à la solidarité de laisser les bailleurs continuer à encaisser les loyers comme si de rien n’était alors que les locataires perdent leur revenu, s’endettent ou même tombent en faillite”[1]

Carlo Sommaruga, président ASLOCA Suisse

La fermeture des établissements non-essentiels le 17 mars était nécessaire pour freiner l’épidémie du COVID-19. Cette décision a toutefois eu pour effet de placer 1 actif sur 4 au chômage partiel en Suisse[2]. Malgré les aides octroyées par la Confédération, beaucoup sont oublié-e-s : les indépendant-e-s, petits boulots occasionnels, contrats non-garantis, ainsi que des travailleur-euse-s au noir qui ont vu leurs revenus disparaître du jour au lendemain. Les locataires, n’ayant obtenu qu’un simple allongement des délais de paiement de 30 à 90 jours, font également partie des grand-e-s oublié-e-s des mesures. Rappelons qu’en Suisse, un million et demi de personnes possèdent moins de 3’000 francs de fortune[3], et la plupart d’entre elles sont locataires. Il est donc illusoire de penser que tout le monde puisse s’acquitter d’un loyer inchangé durant cette période de ralentissement économique qui risque de durer plusieurs mois. Un allongement des délais de paiement ne fait que décaler le problème. Les Jeunes Vert-e-s craignent que l’accès aux besoins fondamentaux (et notamment la capacité à payer son loyer) soit compromis pour certains ménages.

Beaucoup de petites entreprises sont également menacées par la faillite. Selon un avis de droit de l’ASLOCA, les loyers des entreprises ayant dû cesser leurs activités pour cause de COVID-19 ne devraient pas être dus[4]. Cependant, la FRI a affirmé qu’elle n’autorisait pas la suspension du paiement des loyers dans les circonstances liées au coronavirus. La situation peut également devenir problématique pour les bailleurs en cas de non-paiement des loyers, car ils doivent souvent rembourser des emprunts ainsi que verser des intérêts aux banques. Nous remarquons ici la complexité du système, mais aussi sa non-résilience en temps de crise. En effet, la seule solution préconisée actuellement est de faire porter le coût de cette crise aux personnes les plus impactées par la situation (locataires dont le revenu est affecté par le COVID-19).

Les Jeunes Vert-e-s appellent à une plus grande solidarité durant cette période, et condamnent notre système économique. Il est injuste de privatiser les bénéfices lorsque l’économie tourne, tout en collectivisant les pertes en temps de crise. Les banques et propriétaires immobiliers ne devraient pas pouvoir faire du profit sur le dos des locataires ne pouvant actuellement pas travailler. Un gel total des remboursements et intérêts des emprunts immobiliers pendant les mois de ralentissement de l’économie lié au coronavirus pourrait permettre aux propriétaires d’avoir une plus grande flexibilité financière et d’en faire profiter les locataires. Les dommages de la crise seraient ainsi plus équitablement répartis.

Si la situation est périlleuse pour de nombreux foyers qui ne savent pas comment ils vont pouvoir payer leur loyer, elle est dramatique pour toutes les personnes sans domicile fixe. Leur situation difficile d'ordinaire est d'autant plus critique que les centres dédiés à leur accueil/aide sont fermés ou n'ont que très peu de places disponibles avec les mesures de distanciation sociale.

Revendications des Jeunes Vert-e-s Suisse

- Annulation complète des loyers pour les personnes dont le revenu est affecté par les fermetures d'établissements et autres retombées économiques du coronavirus
- Une annulation des loyers pour les petites entreprises ayant dû arrêter leur activité
- La mise à disposition gratuite de chambres (dans les logements vacants ou hôtels actuellement fermés) pour les personnes sans domicile fixe ainsi que pour les sans-papiers, afin de garantir leur accès aux besoins fondamentaux et leur sécurité sanitaire

Pour les Jeunes Vert-e-s Suisse, il est temps de faire preuve de solidarité et notamment envers les classes sociales les plus défavorisées. Il est du devoir de la Suisse de tout faire pour loger au plus vite les sans-abris qui sont très à risque vis-à-vis du coronavirus. Nous devons également faire attention à ne pas faire incombler toutes les pertes économiques aux personnes les plus démunies. C'est pourquoi les loyers doivent être annulés pour les personnes touchées par la crise, et cela durant toute la période où le coronavirus impactera l'économie.

Au nom des Jeunes Vert-e-s Suisse



Julia Küng
Co-présidente
Jeunes Vert-es Suisse
+41 77 475 82 66



Oleg Gafner
Co-président
Jeunes Vert-e-s Suisse
+41 79 956 77 35

[1] <https://www.asloca.ch/blog/message-covid-19-justice-et-equite-svp/>

[2] <https://www.24heures.ch/suisse/actif-quatre-chomage-partiel-suisse/story/20153604>

[3] <https://www.asloca.ch/blog/suisse-locataires-les-grands-oublies/>

[4] https://www.asloca.ch/wp-content/uploads/2020/03/Avis-de-droit-loyers_locaux_commerciaux_ASLOCA-1.pdf